

Pauvreté et crise mondiale de l'eau

Partage international n° 220 - Décembre 2006

Au-delà de la rareté : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau, tel est le titre du Rapport 2006 sur le développement humain qui veut attirer l'attention sur l'urgence d'une action forte au niveau mondial pour éradiquer les maladies et les décès résultant du manque d'eau potable et de mesures sanitaires.

Le Rapport sur le développement humain (RDH) est une étude indépendante commandée par les Nations unies. L'édition de 2006 inclut des contributions spéciales de la part de Gordon Brown, Ngozi Okonjo-Iweala, le président Lula, le président Carter et Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies.

Un des messages les plus importants du RDH est que ce n'est pas la rareté de l'eau mais la pauvreté, les inégalités et les abus de pouvoir qui aboutissent à des drames tels que le décès de deux millions d'enfants chaque année suite au manque d'eau potable. Le rapport lance un appel pour une action urgente et la mise sur pieds d'un plan d'action mondial sous la bannière du G8.

Il fournit également une masse de faits et de chiffres qui attirent de manière flagrante l'attention sur les injustices en cours. Par exemple le fait suivant : *« Près de 50 % de la population des pays en développement souffrira tôt ou tard d'un problème de santé dû au manque d'eau potable et de moyens sanitaires. »* Pourtant, de telles statistiques ne suffisent pas pour mettre le monde riche en action. *« Tout comme la famine, il s'agit d'une situation d'urgence subie par les pauvres et tolérée par ceux qui ont les ressources, la technologie et le pouvoir politique d'y mettre un terme. »* A moins d'une décennie des Objectifs du millénaire, cette situation doit changer. D'après Kevin Watkins, principal contributeur au rapport : *« Soit nous prenons dès maintenant des actions concertées pour apporter l'eau potable et des moyens sanitaires aux plus pauvres, soit nous condamnons des millions de personnes à vivre dans la pauvreté avec des problèmes de santé, sans avenir, en maintenant des inégalités profondes entre les nations. Nous avons une responsabilité collective à assumer. »*

Le rapport fait également les trois recommandations suivantes :

1. L'accès à l'eau doit être considéré comme un droit de l'homme : *« Chacun devrait avoir au minimum 20 litres d'eau potable par jour et les pauvres devraient y avoir accès gratuitement. Dans les pays industrialisés, nous rejetons en moyenne 50 litres d'eau par jour et par personne dans les toilettes ; beaucoup de déshérités survivent avec moins de 5 litres d'eau contaminée par jour. »*
2. Elaboration de stratégies nationales en matière d'accès à l'eau et de systèmes sanitaires : les gouvernements devraient consacrer au minimum 1 % du PNB aux systèmes sanitaires et d'épuration des eaux et rendre plus équitable l'accès à ces installations. Dans ce domaine, les dépenses publiques s'élèvent souvent à moins de 0,5 % du PNB. Les études menées dans le cadre du rapport 2006 montrent que ces dépenses sont souvent ridicules par rapport au budget de la Défense. En Ethiopie, par exemple, les dépenses militaires sont dix fois plus élevées que les dépenses relatives à l'épuration des eaux et aux systèmes sanitaires. Au Pakistan, le ratio monte à 47.
3. Accroissement de l'aide internationale : en termes réels, les montants octroyés dans le cadre de l'assistance au développement ont chuté dans les dernières décennies, alors qu'ils devraient doubler pour atteindre les objectifs du millénaire en matière d'accès à l'eau et de mesures sanitaires.

Quelles seraient les conséquences pour les plus pauvres ? D'après le rapport *« l'enveloppe de 10 milliards de dollars, qui peut sembler énorme, doit être mise en perspective. Elle représente moins de cinq jours de dépenses militaires et moins de la moitié de ce que les pays riches dépensent chaque année en eau minérale. »*

Sources : www.hdr.undp.org

Thématiques : [Sciences et santé](#), [politique](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais

reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde

les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)